



# Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen de Nouvelle-Calédonie

BP 18197 – NOUMEA 98857 – Tél/Fax (687) 74 16 72

Courriel : [ldhnc@lagoon.nc](mailto:ldhnc@lagoon.nc)



La Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen de Nouvelle-Calédonie avait accepté de participer lundi soir 4 décembre à un débat public sur le sujet du corps électoral avec différentes associations citoyennes dont probablement des membres du Front National local.

Annoncée par la presse, Marine Le Pen, fille du Jean-Marie Le Pen, chef du Front National métropolitain, s'invite à cette réunion. Ou bien était-elle déjà prévue ? La LDHC-NC ne participera donc pas à cette soirée de mélange entre débat local et débat national. Le F.N. est un parti profondément xénophobe et adversaire déclaré des droits des immigrants en France. Il est une menace pour la démocratie. On comprend très bien qu'il vienne ici au secours de certains citoyens qui considèrent que l'histoire du pays commence avec leur arrivée à Tontouta.

A l'occasion de cette rencontre la LDHC-NC aurait rappelé qu'elle est favorable à la venue sur le Territoire de toute personne désireuse de s'installer durablement. Le pays a besoin de toutes les bonnes volontés pour se construire et édifier son avenir. Mais, comme partout, ces personnes doivent respecter les conditions issues de l'histoire du pays où elles débarquent. A savoir, ici, une restriction temporaire (15 à 20 ans) d'une partie des droits politiques, seulement ceux concernant la gestion autonome du pays.

Cette démarche est faite en accord avec la Constitution (art .77), un referendum national et l'avis juridique des plus hautes autorités européennes et onusiennes. La procédure en cours auprès du Parlement Français s'inscrit comme une mesure complémentaire dans cette perspective d'émancipation qui est celle d'une décolonisation progressive exigée par le concert des nations.

C'est ainsi que l'Accord de Nouméa a été prévu. C'est ainsi qu'il doit s'accomplir. Sa durée est limitée. Nous sommes à mi-parcours et nous devons trouver une sortie satisfaisante pour tous. Il est urgent de pouvoir débattre et c'est dans cet esprit que la LDHC-NC comptait exprimer son opinion a priori différente de celle des organisateurs.

La LDHC-NC a été la première à parler haut et fort du destin commun. Elle est satisfaite de l'élargissement du débat depuis un an. Elle continuera à participer à toute réunion à ce sujet dans l'écoute de l'autre et la sérénité.

Qu'un ténor politique de Métropole, quel qu'il soit, soit invité par des citoyens de son pays, quoi de plus normal. Mais, dès lors, cette réunion devient la sienne et celle de son destin particulier. Pas la nôtre et pas le nôtre.

Le Bureau et son Président Elie Poigoune